

ANASE

Le Canada a exprimé sa ferme intention de resserrer ses liens économiques et commerciaux avec les pays membres de l'ANASE, soit l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. L'Accord de coopération économique signé avec l'ANASE en 1981 est entré en vigueur le 1^{er} juin 1982. Il doit servir à élargir le cadre des consultations. L'intérêt toujours plus grand que présente la région a été mis en évidence lors de la deuxième conférence "Ouverture sur le Pacifique" tenue à Toronto en février 1982.

Un certain nombre d'entreprises canadiennes ont beaucoup investi dans les pays de l'ANASE, et plusieurs banques canadiennes y possèdent des succursales. Nos échanges commerciaux avec ces pays se sont élevés à 1,1 milliard de \$, nos exportations s'accroissant de 27 pour cent par rapport à 1981, ce qui a eu pour effet de hausser de 66 pour cent l'excédent de notre balance commerciale. Cette augmentation est attribuable pour une bonne part à nos ventes de produits finis à valeur ajoutée élevée tels que les machines, les avions et les locomotives.

La coopération au développement revêt beaucoup d'importance dans le contexte de nos relations avec les pays de l'ANASE. La troisième session du Dialogue entre le Canada et l'ANASE s'est déroulée à Manille en mai 1982. Ayant débordé le cadre de la relation qui existe normalement entre le pays donateur et le pays bénéficiaire de l'aide, les Dialogues ont témoigné de plus en plus de la volonté manifestée tant par le Canada que par les pays de l'ANASE d'innover en assurant une participation et un contenu locaux dans les projets de développement. Parmi les secteurs susceptibles de se prêter à ce genre de coopération, mentionnons ceux de l'agriculture, de la foresterie, de l'énergie, des sciences et de la technologie, des transports, des communications, du perfectionnement des ressources humaines, de l'information et de la culture.

Vingt sociétés et candidats à des coentreprises ont participé à CANEX 82, une importante exposition tenue à Singapour en juin. Cette manifestation financée par l'ACDI visait à promouvoir le transfert de la technologie canadienne au profit d'entreprises établies dans les pays de l'ANASE. Parmi les autres événements marquants de l'année, signalons la signature d'une entente de coopération nucléaire avec l'Indonésie, et celle d'un accord concernant l'assurance des investissements étrangers, d'un accord concernant la coopération au développement et d'un dernier sur le transfèrement des délinquants avec la Thaïlande.

Australie et Nouvelle-Zélande

Élu le 5 mars 1983, le nouveau Premier ministre australien, M. Robert Hawke, a déclaré avoir l'intention de resserrer les liens économiques et commerciaux qui unissent le Canada et l'Australie. C'est sensiblement pour le même motif qu'a été prise la décision d'établir à Perth un nouveau Consulat général du Canada, dont l'ouverture remonte au mois de mai.

Nos échanges commerciaux avec l'Australie ont connu une baisse en 1982 en raison des problèmes que pose la récession actuelle. Toutefois, les débouchés pour les exportations canadiennes en Australie offrent de bonnes perspectives d'expansion et de diversification. Les importations de l'Australie consistent, dans une proportion supérieure à 66 pour cent,

en biens d'équipement comme les machines, le matériel de transport et les biens de consommation durables de toutes sortes; ses besoins à cet égard touchent des secteurs où le Canada a fait ses preuves en tant qu'exportateur. En 1982, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont chiffrés à 1,1 milliard de \$.

Pour ce qui est de nos échanges commerciaux avec la Nouvelle-Zélande, ils ont dépassé 300 millions de \$, nos exportations s'accroissant de 13 pour cent par rapport à 1981. Les débouchés sont nombreux et variés pour les biens de consommation durables, les denrées alimentaires, les machines, le matériel forestier et l'équipement électronique.

Pacifique Sud

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la deuxième phase du projet OK Tedi d'extraction de cuivre et d'or, dans lequel sont investis 1,7 milliard de \$, doit en principe débiter en 1984. Si la première phase s'est révélée quelque peu décevante pour les entreprises canadiennes, les choses se présentent mieux pour la seconde, compte tenu de l'expérience que possède le Canada dans la fabrication de pièces d'équipement pour l'extraction, la manipulation et la transformation des minéraux.

Afrique et Moyen-Orient

Au Moyen-Orient, c'est l'escalade de la violence qui aura surtout retenu l'attention et ce, malgré le retrait intégral des Israéliens de la péninsule du Sinaï en avril. Un renversement complet de la situation s'est produit le 6 juin 1982 avec l'invasion du Liban par Israël, ce qui a entraîné à Beyrouth même de graves hostilités. Les deux appels lancés par le Conseil de sécurité des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu et du retrait des troupes israéliennes ont été ignorés. Dans une lettre qu'il adressait à son homologue israélien, le Premier ministre Trudeau n'a pas manqué de souligner la vive opposition du gouvernement canadien à l'invasion israélienne. Deux atrocités commises en septembre, à savoir l'assassinat du président-élu Béchir Gemayel et les massacres de réfugiés palestiniens perpétrés par les phalanges libanaises dans deux camps près de Beyrouth, ont considérablement intensifié l'attention que suscitait déjà, sur le plan régional et international, le cours tragique des événements au Liban.

Le Canada n'a jamais cessé de préconiser l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, de même que le retrait de toutes les forces étrangères sauf celles qui s'y trouvaient à la demande expresse du gouvernement libanais.

Quant aux initiatives de paix sur la scène régionale, le gouvernement canadien a continué de prôner un règlement pacifique équitable, global et durable qui assurerait le bien-être et la sécurité d'Israël à titre de nation indépendante au Moyen-Orient, et permettrait aux Palestiniens de participer pleinement aux négociations qui détermineront leur avenir tout en leur reconnaissant le droit de fonder un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Des initiatives de paix ont été proposées par le président Reagan, de même qu'à l'occasion du sommet arabe de Fez, au Maroc, à l'automne 1982; toutefois, en mars 1983, on ne constatait encore aucune amélioration appréciable ni de la situation au Liban ni des perspectives de paix sur la scène régionale. La récurrence des hostilités au Liban a été tout par-